

Fiche de Poste – Chargé.e de Communication

GCCA+ Afrique de l’Ouest

17DDU0C004

Juillet 2020

TABLE DES MATIERES

1. Présentation du projet	2
1.1. Contexte et résultats attendus	2
1.2. Structure de mise en œuvre	4
2. Objectifs de la mission	5
3. Description des tâches	6
4. Relations de travail interne et externe	6
5. Profil	7
6. Dossier de candidature	7

1. PRESENTATION DU PROJET

1.1. Contexte et résultats attendus

L'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+ ou GCCA+)

L'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+ ou GCCA+), est la deuxième phase d'une initiative du même nom lancée par la Commission européenne (CE) en 2007 en vue de renforcer le dialogue et la coopération dans le domaine de la lutte contre le changement climatique entre l'Union européenne (UE) et les pays en développement les plus vulnérables.

Cette deuxième phase vise notamment à prendre en compte l'évolution des enjeux de développement et ainsi à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable définis par les Nations Unies, et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

L'initiative GCCA+ continue de soutenir les pays à travers deux piliers qui se renforcent mutuellement : le dialogue politique et technique et le soutien à la mise en place de politiques nationales et régionales d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, avec une insistance plus forte sur la gestion des connaissances sur le climat et leur communication.

Les priorités pour le GCCA+ sont les suivantes :

- 1- Renforcer les capacités scientifiques et techniques de la sous-région pour réduire la vulnérabilité au changement climatique ;
- 2- Promouvoir l'intégration des aspects du changement climatique dans les politiques, stratégies, programmes et projets de développement aux niveaux sous régional et national ;
- 3- Soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes et de projets sous régionaux et nationaux sur l'adaptation au changement climatique.

L'initiative GCCA+ se décline en i) un volet « Global » composé de programmes déclinés par pays sous la supervision des Délégations locales de l'UE, et ii) un volet « Intra ACP » sous coordination du Secrétariat ACP à Bruxelles. Ce dernier volet est lui-même divisé en volets sous régionaux et Expertise France a été désignée pour gérer la délégation de fonds pour l'Afrique de l'Ouest.

Le volet régional Afrique de l'Ouest

Volet régional ouest-africain de l'initiative Alliance Mondiale contre les Changements Climatiques Plus (AMCC+ ou GCCA+) intra-ACP, le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest **vise à participer à l'effort régional ouest-africain de mise en œuvre de l'Accord de Paris** à travers le renforcement des capacités de la CEDEAO, de ses institutions régionales partenaires et de ses Etats-Membres.

Financé par l'Union Européenne (UE) à hauteur de 12,1 millions d'euros, il est **mis en œuvre par Expertise France sous le leadership politique et institutionnel de la CEDEAO**, ainsi qu'en partenariat technique avec le CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel) sur les activités de formation, information et recherche.

Le projet GCCA+ Afrique de l’Ouest qui se déploie sur une durée de 5 ans (décembre 2017-décembre 2022), se veut un **révélateur du potentiel d’intervention à l’échelle régionale en matière de lutte contre les changements climatiques.**

Les 6 grands résultats du projet sont les suivants :

RA1 : La CEDEAO et ses organismes spécialisés développent des capacités opérationnelles et institutionnelles répondant aux besoins des pays membres (+ Tchad et Mauritanie) dans les domaines de concentration de l’AMCC+, dans les négociations sur le climat et dans la mise en œuvre de l’Accord de Paris sur le Climat.

Activités indicatives :

- Renforcer les capacités des institutions régionales sur le climat, et notamment sur l’Accord de Paris,
- Renforcer les capacités des pays et des institutions régionales sur les négociations internationales sur le climat.

RA2. Les stratégies et priorités régionales (CEDEAO) et nationales (pays membres +2) en matière de changement climatique pour la mise en œuvre de l’Accord de Paris sur le Climat dans les pays membres sont renforcées et leur mise en œuvre est soutenue.

Activités indicatives :

- Appuyer les capacités de consolidation et de suivi de la mise en œuvre de l’Accord de Paris au niveau régional,
- Appuyer la mise en œuvre des contributions nationales.

RA3. Des projets-pilotes d’adaptation, incluant les solutions basées sur une approche écosystémique, déjà testés et mis en œuvre dans les pays de la CEDEAO, servant de référence, sont démultipliés.

Activités indicatives : Ce résultat sera réalisé principalement via le lancement d’appels à projets.

RA4. Des outils d’aide à la décision et des connaissances sur les bonnes pratiques en matière d’adaptation au changement climatique sont diffusés aux niveaux politique et de la société civile.

Activités indicatives :

- Poursuivre l’analyse du climat, ses impacts, la vulnérabilité des systèmes agro-pastoraux et la production de l’information hydro climatique,
- Capitaliser et partager les bonnes pratiques et technologies innovantes d’adaptation et d’atténuation des changements climatiques en Afrique de l’Ouest.

RA5. Les capacités des instituts techniques, universités et centres régionaux, à fournir des services de formation, recherche et accompagnement de l’innovation dans les secteurs liés à l’adaptation et à l’atténuation du changement climatique sont renforcés.

Activités indicatives :

- Mettre en place des formations diplômantes dans le domaine des changements climatiques,
- Développer une dynamique de e-learning sur ces sujets dans la région.

RA6. Dans la perspective de futurs soutiens par la finance et les investissements climatiques, des démarches innovantes associant le public et le privé en faveur de la résilience climatique et économique sont préparées et testées.

Activités indicatives :

- Faciliter l’accès aux financements pour les porteurs de projets par le renforcement des capacités d’ingénierie de projet et de connaissances sur l’instruction aux différents fonds.

Pour plus d'informations et les actualités du projet : <https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=721711>.

1.2. Structure de mise en œuvre

L'Unité de Coordination du Projet (UCP), pilotée par Expertise France, est basée à Lomé (Togo) au sein de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO, et elle a la responsabilité de :

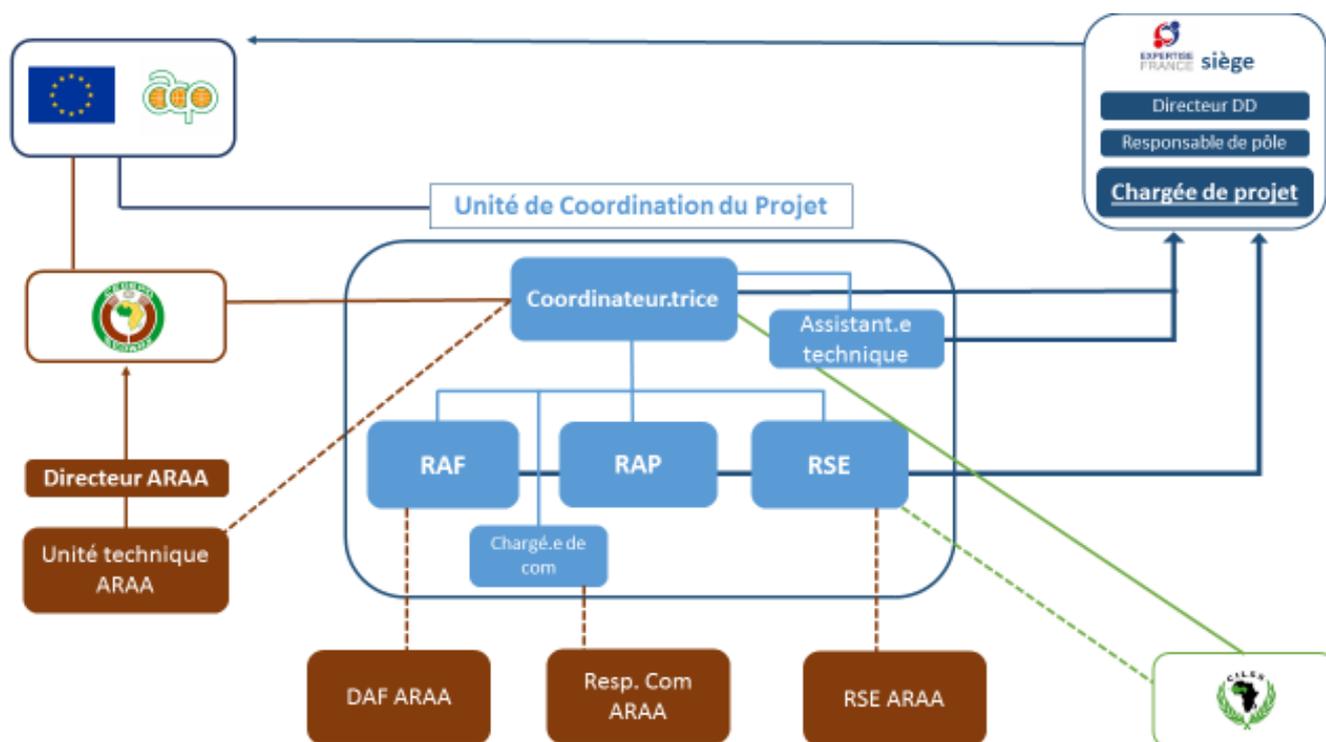
- piloter la mise en œuvre des orientations stratégiques qui seront définies par le comité de pilotage;
- mettre en œuvre une partie des activités et notamment coordonner les processus d'appel à projets;
- consolider toutes les informations concernant la mise en œuvre des activités et assurer le reporting technique et financier;
- faire le suivi contractuel de la subvention accordée au CILSS et l'ARAA;
- promouvoir et harmoniser les bonnes pratiques et procédures au sein du projet ;
- piloter le suivi-évaluation et la capitalisation à l'échelle du projet ;
- piloter la communication pour la visibilité du projet et pour la stratégie globale climat de la CEDEAO.

Elle est composée de :

- Un coordinateur,
- Une assistante technique,
- Un responsable suivi-évaluation/ capitalisation,
- Un assistant technique finance climat (basé à Abuja),
- Une responsable administrative et financière,
- Un chargé de projets pilotes,
- Un.e chargé.e de communication,
- Un.e assistant.e administratif.

Une partie des activités est mise en œuvre directement par le CILSS, les résultats de ces activités font l'objet d'une consolidation par l'UCP pour reporter globalement sur la mise en œuvre du projet.

L'UCP travaille étroitement avec l'ARAA, le CILSS, la Commission de la CEDEAO et le siège d'EF.



2. OBJECTIFS DE LA MISSION

Le/la chargé.e de communication aura la responsabilité de mettre en œuvre les actions de la stratégie de communication du projet, dont les cinq objectifs stratégiques sont les suivants :

- **Objectif stratégique 1** : Rendre accessibles et compréhensibles pour toutes les cibles les documents socles de politique publique climat aux niveaux national et régional.
- **Objectif stratégique 2** : Positionner et crédibiliser la CEDEAO comme leader sur les problématiques climatiques dans la région et à l'international.
- **Objectif stratégique 3** : Mobiliser les acteurs à travers leur prise de conscience des enjeux climatiques, leur participation pour diffuser des solutions durables en vue du renforcement de la résilience des communautés et leur plaidoyer envers les Etats de la région.
- **Objectif stratégique 4** : Assurer une visibilité continue et cohérente du programme et de son bailleur principal.
- **Objectif stratégique 5** : Partager avec les organisations régionales et les pays membres de la CEDEAO un socle commun d'informations, compétences, résultats et connaissances sur l'action climatique.

3. DESCRIPTION DES TACHES

- Produire les contenus des supports de communication/visibilité du projet ;
- Animer la réflexion sur le calendrier et les sujets (pitches) des articles mensuels à produire ;
- Rédiger les articles mensuels mettant en valeur les activités/actualités du projet en lien avec le contexte régional et international (calendrier des négociations par exemple, conférences, sujets de société, etc) ;
- Coordonner le relais et la publication des articles sur les sites internet des parties prenantes du projet et dans les newsletters (Expertise France, ARAA, GCCA+ Intra-ACP) ;
- Consolider une base de contacts en vue de la diffusion des contenus produits par le projet ;
- Community management : animer le « pool » des personnes ressources pour les réseaux sociaux autour du projet (pool composé de l'ARAA, EF, la Commission, le CILSS, le Secrétariat ACP) : définir un calendrier des actualités, préparer les postes, relayer aux personnes ressources, relancer et suivre.
- Veiller à la mise à jour régulière des supports « fondamentaux » et des sites internet des parties prenantes sur le projet ;
- Etablir et gérer une bibliothèque numérique avec les documents externes ressources du projet (publications techniques, supports de com, vidéos, etc).
- Gérer les relations avec les prestataires en charge du design/graphisme des différents supports.
- Décliner la stratégie de communication en plans de communication annuels et semestriels, mettre en œuvre ces actions ;
- Contribuer à la structuration d'une veille d'informations pertinentes pour le projet ;
- Concevoir les plans de communications autour de chaque évènement opérationnel du projet (ateliers) et les mettre en œuvre ;
- Créer une relation de confiance avec les représentants des médias et assurer la visibilité médiatique du projet, ceci incluant notamment les actions de communication lors de l'organisation ou la participation à des évènements internationaux (conférences de presse, communiqués de presse, réseaux sociaux...), l'organisation de reportages et/ ou de débats télévisés et radiophoniques dans les domaines d'intervention du projet, etc.
- Participer aux réflexions stratégiques au sein de la CEDEAO, aux côtés de l'UCP, sur la structuration d'un plan de communication autour de la stratégie régionale climat (outils, canaux, techniques) ;
- Mettre en place un système permettant de documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques pendant la vie du projet ;
- Contribuer à la réflexion sur les besoins d'évolution des outils de diffusion des connaissances.

4. RELATIONS DE TRAVAIL INTERNE ET EXTERNE

Le/la chargé.e de communication du projet sera sous la supervision technique de l'assistante technique, qui s'occupait jusque-là de la communication du projet. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le reste de l'équipe, étant donné le caractère transversal de la communication sur le projet, ainsi qu'avec le service Communication du siège d'Expertise France.

Il/elle devra également coordonner les relations avec les services communication de la Commission de la CEDEAO, de l'ARAA, d'Expertise France et du CILSS/CRA, ainsi qu'avec les points focaux communication de l'Union Européenne et du secrétariat ACP. Un entretien de fin de période d'essai sera organisé ainsi que par la suite des entretiens d'évaluation semestriels.

5. PROFIL

- Etre au moins titulaire d'un diplôme de BAC+2 ou BAC+3 ;
- Avoir au moins 4 années d'expérience à un poste de chargé de communication ;
- Avoir une expérience de travail au sein d'une ONG, agence de coopération ou institution ;
- Avoir de l'expérience en community management (animation des réseaux sociaux);
- Justifier d'une expérience en développement d'outils et de contenus de communication pour la visibilité d'un projet ou d'une organisation ;
- Etre capable de rédiger des rapports de capitalisation, analytiques et synthétiques, sur les expériences et leçons apprises (aussi bien issues de solutions pratiques de terrain que de politiques publiques) en vue d'un partage et d'une éventuelle réplique ;
- Avoir une connaissance des enjeux liés à l'environnement, aux ressources naturelles et/ou changements climatiques dans la région ouest-africaine ;
- Maitrise des outils informatiques: Word, Power Point, Publisher, Photoshop, Indesign ou équivalent ;
- Avoir une très bonne maitrise écrite et orale du français et de l'anglais, le portugais étant un atout.

6. INFORMATIONS

Type de poste : CDD

Prise de poste : dès que possible

Durée : un an renouvelable

Rémunération : 1500€ à 2500€ bruts par mois en fonction du profil et de l'expérience

7. DOSSIER DE CANDIDATURE

- CV
- Lettre de motivation

Les candidats shortlistés seront contactés pour un entretien et un test écrit.